

# La force d'innovation des entreprises suisses s'amenuise

De plus en plus d'entreprises suisses cessent leurs activités de recherche et de développement. À long terme, cela compromet notre position en tête du classement européen de l'innovation. *Spyros Arvanitis, Florian Seliger, Andrin Spescha, Tobias Stucki, Martin Wörter*

**Abrégé** Le récent sondage du KOF auprès des entreprises suisses révèle des points faibles. Si l'on compare la Suisse à d'autres pays européens très innovateurs, comme l'Allemagne, la Finlande, la France, l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche ou la Suède, on constate que le pourcentage d'entreprises engagées dans la recherche et le développement (R&D) ou offrant des produits innovants décroît depuis quelques années. Le socle sur lequel repose ces activités rétrécit donc sans cesse. Certes, les entreprises qui n'ont pas cessé de s'y adonner pratiquent la R&D avec toujours autant d'intensité. Toutefois, leur pourcentage diminue, tout comme le taux de chiffre d'affaires attribuable aux innovations de marché. Cela indique un potentiel d'innovation en déclin. Le principal responsable est le niveau élevé des coûts. Les conditions-cadres sont, en revanche, toujours considérées comme bonnes.

Dans le dernier classement européen de l'innovation, la Suisse est une fois de plus en tête. Elle est suivie par la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Finlande, pays qui appartiennent tous au groupe des « leaders de l'innovation »<sup>1</sup>. Cet excellent résultat est toutefois trompeur, car différents

éléments révèlent un ralentissement persistant de la force d'innovation en Suisse. L'indice général mesure non seulement la capacité d'innovation, mais aussi les intrants correspondants comme la recherche et le développement (R&D) ainsi que d'autres facteurs économiques pertinents en la matière,

tels que la dotation en capital humain ou la qualité des instituts de recherche. Il prend également en compte les facteurs institutionnels essentiels pour l'innovation, comme l'ouverture du système de recherche et la protection des droits de propriété, qui influencent davantage le potentiel d'innovation d'un pays que sa performance à cet égard. Ces intrants qui déterminent le potentiel changent alors plus lentement que les extrants.

De plus, l'indice général regroupe les intrants et les extrants, alors qu'il serait préférable de les comparer séparément. Examinés sur une certaine période, tant l'indice européen que les indicateurs du Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPFZ montrent que la Suisse perd son avance sur la moyenne européenne. C'est aussi le cas, depuis 2011, en ce qui concerne sa capacité d'innovation.

Pour comparer la capacité d'innovation en distinguant les pays européens sélectionnés, nous nous référons à deux enquêtes. La première est celle que le KOF consacre à l'innovation, sur mandat jusqu'ici du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) et, dorénavant, du Secrétariat à la formation, à la recherche et à l'innovation (Sefri). La seconde est l'Enquête communautaire sur l'innovation (« Community Innovation Survey », CIS), son pendant pour l'UE. Ces deux sondages contiennent des indicateurs séparés pour les intrants et les extrants, ce qui permet de mesurer directement la capacité d'innovation des entreprises. Les données pour les pays de référence (Allemagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Autriche et Suède) proviennent de la base de données Eurostat<sup>2</sup>.

## Moitié moins d'entreprises avec R&D

Un premier indicateur de la force d'innovation est la proportion d'entreprises me-

<sup>1</sup> Commission européenne (2016), p. 80.

La recherche et le développement concernent de moins en moins de firmes en Suisse.



KEPSTONE

<sup>2</sup> Y sont enregistrées les entreprises comptant plus de dix employés dans l'industrie, les branches du tertiaire à forte intensité cognitive et le commerce de gros.

nant des activités de R&D (incidence R&D). Depuis le début du millénaire, l'on observe une forte tendance à la baisse qui s'est poursuivie jusqu'en 2014. Cette proportion est ainsi passée de 46 % pour la période 2000–2002 à 20 % pour la période 2012–2014 (voir *illustration 1*).

La Suisse, qui était autrefois en position de leader, perd donc du terrain. Dernièrement, elle affichait même la plus faible incidence R&D parmi les pays de référence, à l'exception de l'Italie. Rien de tel en revanche pour l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche, les Pays-Bas, la Finlande ou la Suède. Au contraire: depuis 2010, la proportion d'entreprises avec activités de R&D y a même légèrement augmenté.

Pour les activités de R&D externes, tous les pays examinés montrent un fléchissement jusqu'à la période 2010–2012. Ensuite, l'on observe une inversion généralisée de tendance. La Suisse se place dans la moitié supérieure du tableau pour cet indicateur.

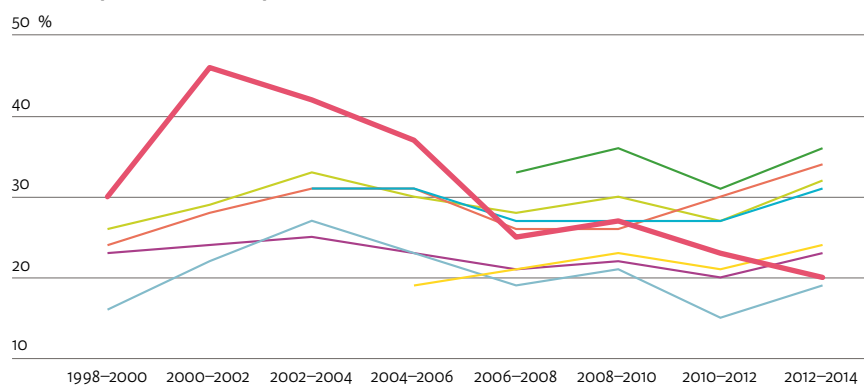
Ce qui saute aux yeux est que les entreprises suisses poursuivant des activités de R&D les ont intensifiées (voir *illustration 2*). Depuis 2008, la part des dépenses qu'elles y consacrent par rapport au chiffre d'affaires ne cesse d'augmenter. Tandis que cet indicateur n'a guère évolué dans les pays de référence sur la même période, la Suisse est récemment revenue en tête du classement, comme dans la période 2004–2006.

### Toujours en tête au chapitre des extrants

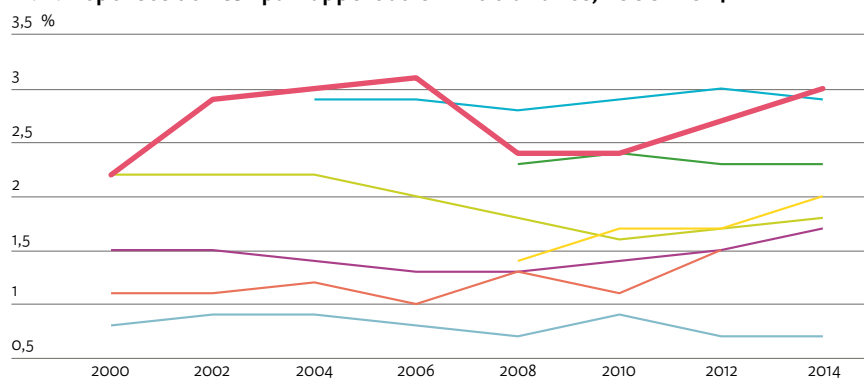
Au regard des extrants d'innovation par rapport aux produits, la Suisse reste en tête, même si la tendance à la baisse est manifeste. La proportion d'entreprises avec produits innovants (incidence d'innovation de produits) diminue certes aussi dans les autres pays, mais de manière moins marquée (voir *illustration 3*). L'on observe donc une très nette convergence dans le temps: tandis que la proportion de sociétés avec produits innovants diminuait en Suisse, elle augmentait dans les pays de référence.

Pour la part de chiffres d'affaires due aux produits innovants, l'écart par rapport aux pays de référence a aussi diminué, ces derniers n'ayant cessé de progresser (voir *illustration 4*). Cet indicateur, qui mesure la capacité d'innovation effective, n'a pas beaucoup évolué pour la Suisse depuis le début du millénaire. Dans la période la plus récente (2012–2014), notre pays a atteint de nouveau la valeur la plus élevée.

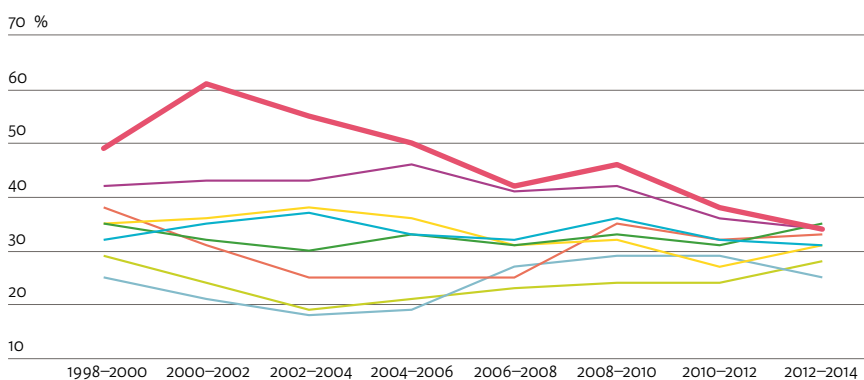
III. 1. Proportion d'entreprises avec activités de R&D internes, 1998–2014<sup>a</sup>



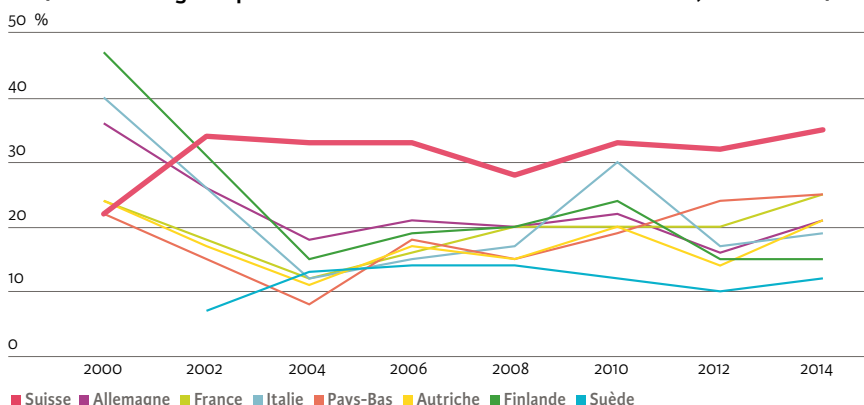
III. 2. Dépenses de R&D par rapport au chiffre d'affaires, 2000–2014<sup>b</sup>



III. 3. Proportion d'entreprises offrant des produits innovants, 1998–2014



III. 4. Pourcentage de produits innovants dans le chiffre d'affaires, 2000–2014



a La base est, à chaque fois, l'ensemble des entreprises formant échantillon pour un pays donné.

b La base est, à chaque fois, l'ensemble des entreprises innovantes formant échantillon pour un pays donné.

## Le caractère innovateur des nouveaux produits s'amenuise-t-il ?

Qu'en est-il du caractère innovateur des nouveaux produits ? Deux indices laissent penser qu'il s'érode. D'abord, il y a toujours moins d'entreprises innovantes actives dans la R&D. Ensuite, la place occupée par le chiffre d'affaires des innovations de marché dans le chiffre d'affaires global des produits innovants baisse fortement (il s'agit ici de produits innovants nouveaux pour le marché ou la branche, pas juste pour l'entreprise). Si ces deux tendances perdurent, le potentiel d'innovation – et donc le potentiel de croissance – de l'économie suisse sera compromis à long terme.

Pour la période 2012–2014, seules 46 % des entreprises innovantes ont signalé des activités de R&D en Suisse, alors qu'elles étaient encore 66 % au début du millénaire. Une légère reprise s'amorce dans la dernière période étudiée. La tendance est la même dans les pays de référence, mais, contrairement à la Suisse, ceux-ci n'ont pas enregistré de baisse notable jusqu'en 2012. Certes, les innovations sans R&D peuvent aussi être très rentables, mais comme elles reposent sur l'adaptation progressive de produits existants, leur potentiel de marché – à plus long terme – n'est pas très grand.

La part de chiffre d'affaires des innovations de marché, autrement dit celles dont le caractère innovateur est très prononcé, a accusé une forte baisse en Suisse depuis 2008, un peu moins dernièrement. Dans la plus récente période d'observation, elle s'élevait à 4 %, le chiffre le plus bas de tous les pays de référence. Cela étant, nous sommes en

bonne compagnie, car en Allemagne, cette part est de 6 %.

### Obstacle principal : les coûts

L'une des raisons possibles du recul de l'innovation en Suisse est l'augmentation de son coût au fil du temps. Dans toutes les enquêtes du KOF, les entreprises ont cité comme première entrave à cette activité les « coûts de l'innovation trop élevés »<sup>3</sup>. Cette raison perd, toutefois, de son importance.

D'autres facteurs, comme les vagues d'appréciation du franc entre 2011 et 2015, ont également affecté l'activité d'innovation, tout comme le manque de personnel qualifié ou les problèmes de financement. Toutefois, aucun de ces obstacles ne s'est sensiblement aggravé avec le temps – beaucoup ont même perdu de l'importance<sup>4</sup>. Il reste que les problèmes de financement continuent de gêner considérablement l'activité innovante des petites entreprises.

Le fléchissement observé en Suisse ne semble donc pas imputable à une dégradation des conditions-cadres. Cela laisse supposer que les entreprises ont décidé de cesser leurs activités d'innovation sur la base de considérations stratégiques internes. Elles l'ont fait, par exemple, en raison de la concurrence internationale de plus en plus forte sur certains marchés de niche, comme celui des instruments de mesure. En d'autres termes, les entreprises jugent que les perspectives de gains sont trop faibles pour les innovations.

3 Arvanitis et al. (2016), Arvanitis et al. (2017) : illustration 3.4.

4 Arvanitis et al. (2017) : illustration 4.3.

Dans le contexte économique actuel, avec le franc fort et la pression croissante sur les prix que subissent les firmes, de telles décisions pourraient rapidement avoir de lourdes conséquences pour le développement macroéconomique. Les responsables de la politique économique doivent donc suivre attentivement l'évolution des entreprises en matière d'innovation, mais aussi et surtout des obstacles dont souffre cette dernière.

#### Spyros Arvanitis

Collaborateur scientifique senior au Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF Zurich

#### Florian Seliger

Collaborateur scientifique au Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF Zurich

#### Andrin Spescha

Collaborateur scientifique, Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF Zurich

#### Tobias Stucki

Chercheur, université de Jyväskylä, Finlande

#### Martin Wörter

Directeur de la section Économie de l'innovation, Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF Zurich

#### Bibliographie

- Arvanitis S., Seliger F., Spescha A., Stucki T. et Wörter M., « La Suisse, championne de l'innovation, en perte de vitesse », *La Vie économique*, 89, 1/2-2016, pp. 53–56.
- Arvanitis S., Seliger F., Spescha A., Stucki T. et Wörter M., *Die Entwicklung der Innovationsaktivitäten in der Schweizer Wirtschaft 1997–2017*, étude sur mandat du Seco, Strukturberichterstattung, n° 55, 2017, Berne (n'existe qu'en allemand).
- Commission européenne, *European Innovation Scoreboard 2016*, 2016.